

Echec de l'approche sécuritaire

Depuis les années 1970 en Europe, les politiques publiques ont fait un enjeu de sécurité de la consommation des drogues illégales dans l'espace public. Au nom du sentiment d'insécurité des résidents, les polices ont été chargées d'évincer les consommateurs et consommatrices. Les scènes ouvertes de la consommation se sont déplacées dans les quartiers voisins, et suite à la répression, les conditions sanitaires sont devenues pires, entraînant contaminations, morts et posant un vrai problème de santé publique. Les résidents ne sont rassurés qu'à court terme et dans un seul quartier.

Nos cas d'étude

Le projet DRUSEC compare les mesures mises en place dans des villes en France (Bordeaux, La Rochelle) et en Allemagne (Berlin, Francfort, Nuremberg, Munich, Hambourg)

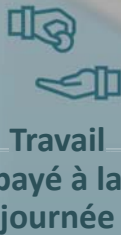
Les ramassages hebdomadaires de seringues dans l'espace public mobilisent des équipes composées d'usagers volontaires, de travailleurs sociaux et d'un agent municipal. Les usagers sont les seuls à connaître les interstices de la ville où des seringues usagées sont abandonnées.

Les ramassages réduisent le risque de blessures et de contamination par le grand public. Cependant, ils ne sont pas suffisants car des seringues sont régulièrement trouvées par des tiers.



Ramassage
de seringues

Le dispositif québécois Travail Alternatif Payé A la Journée est implanté à Bordeaux. TAPAJ propose des chantiers de quelques heures en alternative à la mendicité pour les jeunes personnes en situation de précarité: un « vrai » travail avec une fiche de paye et une rémunération quotidienne. Des aides aux démarches administratives et de logement sont proposées en complément.



Travail
payé à la
journée

TAPAJ facilite la réinsertion des jeunes bénéficiaires, mais ne bénéficie qu'à peu de personnes.



Salles de
consommation

Expérimentées en France depuis 2016, les salles de consommation existent depuis les années 80 dans de nombreux pays dont l'Allemagne. Ces lieux permettent de consommer par injection ou voie nasale des substances illégales dans des conditions d'hygiène et de sécurité optimales, dans des lieux propres, avec du matériel stérile et en présence de professionnels de santé.

Les salles de consommation diminuent les overdoses, décès, contaminations. Les usagers ne sont pas contraints de consommer dans l'espace public – sauf lors des fermetures des salles de consommation, aux horaires souvent réduites.

Dans certaines villes, les programmes de « logement d'abord » se basent sur le principe que sans logement, la réinsertion sociale des usagers de drogue est impossible : le logement d'abord, condition pour un accès suivi aux soins et l'obtention d'un emploi et d'une prise en charge autonome.

Les programmes de logement d'abord sont beaucoup trop rares pour remédier aux expulsions et pertes de logement massives chaque année, qui elles entraînent précarisation et augmentation des consommations.



Logement
d'abord

Les maraudes nocturnes des services tels le SAMU social proposent de subvenir aux besoins premiers des populations en situation de grande précarité. Une grande partie des personnes qui y font appel sont consommatrices de drogues.



Maraudes
d'urgence

Nécessaire à la survie, ces maraudes permettent d'établir un lien avec d'autres services sociaux et médicaux selon les besoins.

Scènes ouvertes de consommation de drogues

Une ville durablement sécurée ?

Accès à l'hygiène
et aux soins



Les lieux tels que les CAARUD existent dans chaque ville étudiée. Ouverts aux personnes consommatrices de drogues, ils offrent un accès à l'hygiène (douches, machines à laver) et mettent à disposition du matériel à usage unique pour les consommations de drogues. Des intervenants conseillent les usagers pour l'accès aux soins, le logement, la formation.

Un des seuls abris sûrs où les consommateurs et consommatrices trouvent des ressources et du soutien. Cependant, les horaires souvent réduites aux après-midis de semaine sont largement insuffisantes.

Une sécurité durable par la réduction des risques

La sécurité urbaine peut être durablement améliorée seulement en prenant en compte les difficultés d'addiction, liées au logement, au travail, à l'accès au soin. Evictions et criminalisations renforcent la précarité au sein des scènes ouvertes. Dans les pays comme l'Allemagne (Hesse, Berlin) où la réduction des risques est la plus poussée, avec de nombreuses salles de consommation, police et travailleurs sociaux collaborent étroitement et en harmonie – contrairement à ce que nous avons observé en France.

